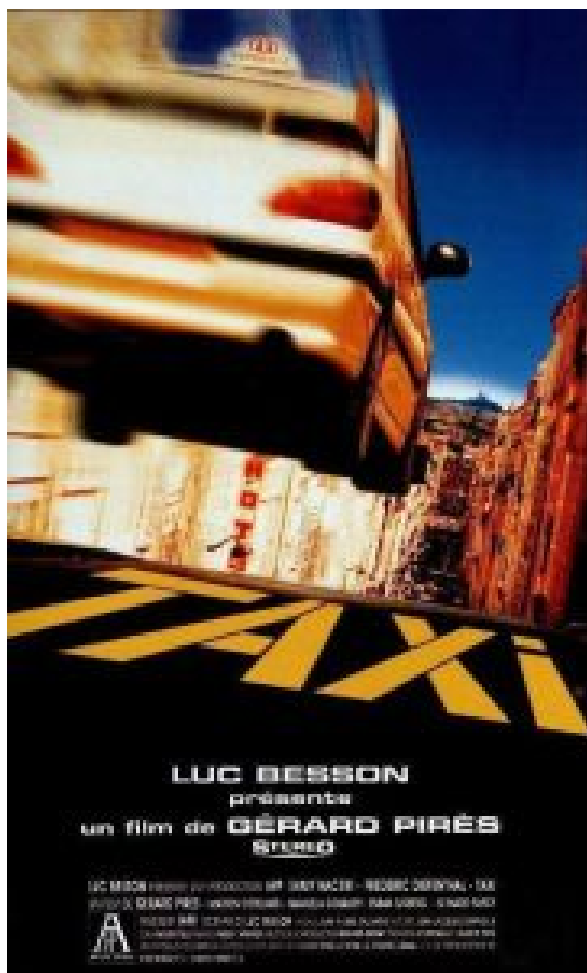


TROP, C'EST TROP !



MédiaChartres soutien, plus que jamais, le monde médical.



MédiaChartres, a succombé au célèbre cri de guerre « **alerte générale**» de l'acteur **Bernard Farçy**, dans les films du réalisateur **Gérard Pirès** –**TAXI**– à l'annonce, par le Parlement, du vote d'une loi en faveur... des élus-es locaux.

MédiaChartres a « collé » à l'actualité locale, dans ses deux derniers articles, sans se douter, du bouleversement annoncé et voté cette semaine par les Députés-es (articles, à lire où relire sur le site).



De nos confrères :
https://actu.fr/politique/remuneration-conflits-d-interets-le-parlement-vote-une-loi-en-faveur-des-elus-locaux-voici-ce-que-ca-change_63549883.html



DEMANDE D'EXTRAIT DE CASIER JUDICIAIRE
 (Bulletin n°3)



N° 90071708

VOUS POUVEZ EFFECTUER VOTRE DEMANDE

Quel que soit votre lieu de naissance		Cas particuliers
(Sur notre site Internet à l'adresse suivante : www.cjn.justice.gouv.fr réponse sous 48 heures)		Si vous êtes né(e) à Mayotte, en Nouvelle Calédonie, en Polynésie Française ou à Wallis et Futuna
Par courrier Casier Judiciaire National 44317 NANTES CEDEX 3 réponse sous 2 semaines (La copie d'une pièce d'identité en cours de validité est obligatoire pour les personnes nées hors de France)	En personne 107 rue du Landreau NANTES (44) Du lundi au vendredi de 9h00 à 12h15 et de 13h45 à 16h00 (fermé l'après-midi du 1er juillet au 31 août) Remise immédiate sur présentation d'une pièce d'identité en cours de validité	Vous devez adresser votre demande au greffe du tribunal dont dépend votre lieu de naissance

La peur du désert représentatif dans les communes, a très certainement (?) motivé cette décision, au détriment des revendications de **nombreuses associations**, qui appellent de leurs vœux la révision en profondeur des obligations légales, pour prétendre à se présenter à une élection, la première reste... un **casier Judiciaire vierge** et la démission immédiate, en cas de condamnation en cours de mandature.



https://www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr/files/files/GuideArupFrup_Web.pdf

De nombreux métiers dans le secteur privé, où dans la fonction Publique, exigent le précieux document (**sésame**) : <https://guide-droit.fr/liste-des-metiers-qui-exigent-un-casier-judiciaire-vierge/>

Il vous explique :

<http://facebook.com/reel/872416275209959>

Pour la suite (des urgences), vient le non-cumule des mandats, l'interdiction de faire plus de trois mandats consécutifs, l'obligation de respecter, **dans les délais,** les déclarations d'intérêts, la publication annuelle (Publique) des revenus et de tous avantages divers, obligation pour les villes de plus de **5 000** habitants, de nommer un référent éthique (hors conseiller/conseillère municipal où communautaire), pour valider les votes qui engagent les finances dépassant **10 000 €**, publications sur les sites des villes/Agglomérations, de tous les résultats détaillés (sans obligation d'inscription) des appels d'offres, **et la liste des propositions pour le respect de la probité et de la transparence, n'est pas exhaustive.**

Rendre plus attractive la fonction de maire (**que certains, prennent pour un métier**), est amplement justifié et mérité dans les petites communes, beaucoup moins, quand il s'agit de grosses Agglomérations, ou les maires sont souvent et

également, président de communauté de communes, et profitent du cumul de « **ses titres** » de nombreux et conséquents avantages (CQFD).

MédiaChartres ne fait que transcrire les attentes d'une majorité de Français-es et de toutes les personnes qui luttent au quotidien, pour plus de justice.

Autre exemple d'abus
: <http://facebook.com/reel/674812335689071>



À lire ou à écouter :

https://www.franceinfo.fr/replay-radio/le-choix-franceinfo/on-manque-un-peu-de-transparence-en-france-l-embarrassant-dossier-des-notes-de-frais-des-maires_7642520.html#xtor=CS2-765



Moteur des enquêtes de **MédiaChartres**

Serge Maloude